

Le texte français est à la suite du texte anglais



January 25, 2021

Health Coalitions call for Federal Leadership to Defend Public Health Care

(Ottawa) Seven health coalitions, representing concerned Canadians from PEI to British Columbia, are calling for stronger federal action on health care ahead of Monday's opening of Parliament.

Canada's universal, public health care system requires federal vision and leadership. Health coalitions across Canada recognize the federal government's extraordinary contribution of resources and support during the COVID-19 pandemic. However, this time-limited and targeted support does not address the structural inadequacies of federal transfers left by the failure to negotiate a new Health Accord in 2016-17.

Long before the pandemic, health coalitions and others warned that the federal government was underfunding the system and leaving Canadians vulnerable to cuts at the provincial level. The COVID-19 pandemic has revealed both the necessity of having a strong public health system, and the devastating consequences of privatization and under-investing in public health care.

Horrific conditions in for-profit long-term care homes have been exposed, meanwhile some provinces have accelerated for-profit privatization under cover of the pandemic. Premiers have advocated for more funding without making commitments, and provinces are expanding privatization by building new private facilities.

In response, millions of Canadians have supported the call to improve care levels, to enforce stronger national standards, and to put an end to for-profit care. That is why any federal-provincial agreement on long term care funding without strings attached to ensure that money goes to improving care, and not to profits, would be unacceptable.

When public health care was first established in Canada, the federal government contributed 50% of the costs to the provinces. Over time, this percentage has decreased, with federal

funding currently covering only 22% of the costs of health care. The additional financial responsibility has been left to the provinces, which have failed to varying degrees to provide resources and plan for population needs. The federal government does not face the same financial constraints as the provinces and territories, so it falls on the federal government to use its advantage to strengthen healthcare delivery in Canada.

At this pivotal moment in our nation's history, the federal government must reaffirm its commitment to public health care by taking the following steps:

- Making long-term, substantial increases to the Canadian Health Transfer and negotiating a new Health Accord with the provinces and territories.
- This new funding must come with strings attached. The Health Accord must ensure transparency, and guarantee that federal funding is invested in public health care and is not used for other purposes such as paying down provincial deficits.
- There must be accountability mechanisms to ensure public funds are not transformed into profits through privatization of our health care services.
- A new Health Accord would ensure that people in Canada would continue to access high-quality public health care including universal Pharmacare on equitable terms, based on their needs and not their income, no matter where they live. It would unite the country around our shared vision for public health care, which is based on the principles of equity and compassion.

The coalitions acknowledge the Prime Minister's Supplemental Mandate Letter to Health Minister Patty Hajdu on January 15, 2021, particularly its request to set new, national standards for long-term care, to address health inequities and barriers to care across the country, and to accelerate steps to achieve a national, universal pharmacare program.

- 30 -

Communiqué de presse
Pour diffusion immédiate
25 janvier 2021

Les coalitions de la santé demandent un leadership à l'échelon fédéral pour protéger les soins de santé publics

(Ottawa) - Avant la rentrée parlementaire ce lundi, sept coalitions de la santé, représentant des Canadiennes et des Canadiens de l'Î.-P.-É. à la C.-B., demandent au gouvernement fédéral d'agir plus fermement par rapport aux soins de santé.

Le système public et universel de soins de santé du Canada requiert une vision et un leadership à l'échelon fédéral. Les coalitions de la santé du pays reconnaissent la contribution extraordinaire du gouvernement fédéral, en matière de ressources et de soutien, pendant la pandémie de COVID-19. Toutefois, ce soutien ciblé d'une durée limitée ne règle pas les lacunes structurelles au sein des transferts fédéraux, engendrées par l'échec à négocier un nouvel accord sur la santé en 2016-2017.

Longtemps avant la pandémie, les coalitions de la santé, et autres organisations, ont signalé que le gouvernement fédéral ne finançait pas suffisamment le système et rendait ainsi les personnes du Canada vulnérables advenant des compressions à l'échelon provincial. La pandémie de COVID-19 a mis au jour la nécessité d'avoir un solide système de soins de santé, ainsi que les conséquences dévastatrices d'investir dans la privatisation et de ne pas investir suffisamment dans les soins de santé publics.

Les conditions horribles dans les établissements de soins de longue durée à but lucratif ont été mises au jour pendant que certaines provinces ont accéléré la privatisation à but lucratif sous prétexte de pandémie. Les premiers ministres ont revendiqué une augmentation du financement sans prendre d'engagements, et les provinces augmentent la privatisation en construisant de nouveaux établissements privés.

En réaction, des millions de personnes au Canada ont appuyé la demande d'améliorer les niveaux de soins, d'imposer des normes nationales plus strictes, et de mettre fin aux soins à but lucratif. C'est pourquoi nous trouverions inacceptable toute entente fédérale-provinciale sur le financement des soins de longue durée qui ne serait pas assortie de conditions pour assurer que l'argent serve à améliorer les soins, et non pas à faire des profits.

Lorsque les soins de santé publics ont été établis au Canada, la contribution du gouvernement fédéral aux dépenses de santé des provinces était de 50 %. Au fil des années, ce pourcentage a diminué et, actuellement, le financement du fédéral couvre seulement 22 % des dépenses de santé. Le reste est la responsabilité financière des provinces qui n'ont pas réussi, à divers degrés, à fournir les ressources et à planifier en fonction des besoins de la population. Le gouvernement fédéral ne subit pas les mêmes contraintes financières que les provinces et les territoires. Par conséquent, c'est au gouvernement fédéral d'utiliser cet avantage pour consolider la prestation des soins de santé au Canada.

En ce moment charnière dans l'histoire de notre nation, le gouvernement fédéral doit réaffirmer son engagement envers les soins de santé publics en prenant les mesures suivantes :

- Augmenter de façon substantielle et à long terme le Transfert canadien en matière de santé, et négocier un nouvel accord sur la santé avec les provinces et les territoires.
- Ce nouveau financement doit s'accompagner de conditions. L'accord sur la santé doit assurer la transparence et garantir que les fonds fédéraux seront investis dans les soins de santé et non pas utilisés à d'autres fins, par exemple pour éponger les déficits provinciaux.

- Des mécanismes de reddition de compte doivent être en place pour assurer que les fonds publics ne soient pas transformés en profits par la privatisation de nos services de soins de santé.
- Un nouvel accord sur la santé assurerait la continuité d'accès à des soins de santé publics de grande qualité pour les personnes du Canada, y compris un régime universel d'assurance-médicaments d'accès équitable et fondé sur les besoins des personnes et non leur revenu, qu'importe leur lieu de résidence. Il permettrait d'unir le pays autour de la vision des soins de santé publics que nous partageons et qui est fondée sur les principes d'équité et de compassion.

Les coalitions reconnaissent la Lettre de mandat supplémentaire envoyée à la ministre de la Santé Patty Hajdu, le 15 janvier 2021, particulièrement la demande du Premier ministre d'élaborer de nouvelles normes nationales pour les soins de longue durée, de régler les inégalités en santé et les obstacles aux soins partout au pays, et d'accélérer les étapes pour mettre en œuvre un régime national et universel d'assurance-médicaments.